

Le trublion

Bulletin du comité NPA du Haillan



ANTI-CAPITALISTE

Après la claque électorale, mettons KO ce gouvernement !

Le gouvernement sort affaibli des élections régionales. Rejeté par les classes populaires, Sarkozy est affaibli dans son propre camp. Son hégémonie sur l'UMP et la droite est fortement ébranlée, ce qui explique son souci de redonner à son gouvernement une assise plus large à droite. De même, l'extrême droite qu'il croyait avoir siphonnée a repris de la vigueur, redoublant la pression pour une politique raciste et sécuritaire.

La situation de crise à l'échelle européenne va se maintenir dans les mois qui viennent. La faible croissance, le peu de dynamisme des marchés intérieurs vont amener les dirigeants capitalistes à accentuer les politiques de restructuration, de recherche de gains de productivité par des mécanismes déjà à l'œuvre : réduction d'effectifs par licenciements ou non remplacement des départs en retraite, blocage des salaires, délocalisation d'activités... La politique menée par l'UE vis-à-vis de la Grèce annonce ce que les dirigeants européens vont tenter d'appliquer à la majorité des pays d'Europe : une remise en cause plus radicale des budgets sociaux et des politiques de protection sociale, un démantèlement plus rapide des services publics. En France comme ailleurs, la pression quotidienne sur les salariés va s'accroître au prétexte de "la crise".

Le 23 mars, premier succès

La journée de grève et de manifestations du 23 mars a été un succès. Au total, 800 000 manifestants étaient dans la rue (plus de 20 000 à Bordeaux) pour dire que ce n'est pas aux salariés, aux privés d'emplois, aux précaires, aux retraités, aux immigrés de payer la crise !

Malgré la claque qu'il a reçue aux élections régionales et malgré le succès de cette première mobilisation, Sarkozy, qui est enfin sorti de son



silence, reste droit dans ses bottes. Il affirme vouloir continuer la "modernisation" du pays, ce pourquoi il aurait été élu. Il s'entête à ne rien proposer pour les 5 millions de chômeurs, pour les précaires, pour les salaires au moment même où les entreprises du CAC 40 viennent de verser à leurs actionnaires plus de 35,5 milliards d'euros. Il s'entête à vouloir "sauver" les retraites, autrement dit à vouloir augmenter la durée de cotisations et reculer l'âge légal de départ, bref à mettre

à mal le système de répartition pour faire la part belle aux fonds de pensions et à baisser drastiquement le montant des retraites.

Mais l'expérience a montré que de simples journées d'action ne suffisent pas et que leur succession, sans plan de lutte ni objectifs clairs, peut même devenir contre-productive. Pour faire reculer ce gouvernement, il y a urgence à ce qu'un mouvement d'ensemble voit le jour !

L'anticapitalisme toujours d'actualité

Il reste tout aussi nécessaire de tracer un cadre global de riposte aux attaques que subissent les travailleurs et la jeunesse, qu'elles viennent du patronat ou du gouvernement, qu'elles soient menées sur le terrain social, sécuritaire ou du racisme. C'est pourquoi nous continuons à défendre les mesures d'un plan d'urgence anticapitaliste centré sur la redistribution des richesses, la remise en cause des exigences des actionnaires et du pouvoir patronal, un autre choix de société correspondant aux besoins sociaux, à la satisfaction des revendications des travailleurs, salariés ou chômeurs, actifs, retraités ou en formation. Sur ces objectifs comme sur chaque revendication partielle, le NPA travaillera à réunir les fronts unitaires les plus larges afin que ceux-ci deviennent autant de points d'appui pour développer la mobilisation ■

Numéro 26
Avril 2010

Conseil municipal de mars 2010

Ce conseil municipal printanier a débuté par la nécessaire révision du règlement intérieur suite à une décision de justice.

En effet, le délai préalable de 5 jours réglementant les questions orales au conseil municipal paraissait trop long aux élus de droite qui ont donc fait appel à la justice.

Ils ont eu gain de cause et le délai est ramené à 3 jours...

Par contre ils avaient, par la même occasion, demandé que la répartition de la place réservée à l'expression des groupes politiques dans le bulletin municipal soit revue (à leur avantage bien sûr !).

Ils n'ont pas obtenu satisfaction.

Coût pour la collectivité Haillanaise : 800€ à verser à la droite pour frais de justice et 5000€ de frais d'avocat. Ceci pour raccourcir de 2 jours le délai de dépôt des questions orales ... aucune question orale n'a été posée ce mois-ci encore !

Pour notre part, nous conservons la place réservée à notre expression dans le bulletin municipal. Et c'est tant mieux.

Ensuite :

La vente des livres sortis d'inventaire de la bibliothèque municipale aura lieu lors de la fête du Printemps le 7 mai 2010. **DELIBERATION VOTEE A L'UNANIMITE.**

Le festival "Le Haillan chanté" sera organisé du 2 au 5 juin 2010. **DELIBERATION VOTEE A L'UNANIMITE.**

Ensuite, la délibération 14/10 concernait la fixation des taux des taxes locales pour 2010.

L'adjoint aux finances a expliqué la situation financière (bonne) de la commune, la situation nationale et surtout le désinvestissement de l'État qui a pour conséquence de reporter des charges sur les collectivités locales sans produits compensatoires. Le résultat est que pour assurer le niveau de prestations et de solidarité municipales sans recourir à l'emprunt, la commune augmentera les impôts locaux de 3,5%.

Traiter des impôts est très délicat. En effet, c'est le moyen nécessaire pour assurer la solidarité entre les résidents de la commune et nous pensons que c'est nécessaire car nous avons besoin de crèches, d'écoles, d'équipements sportifs et culturels, de services municipaux etc. pour éviter de livrer ces prestations à des intérêts privés. Reste que cet impôt n'est pas proportionnel aux revenus, qu'il est basé sur la valeur théorique de l'habitat et défavorise les familles à revenus modestes venues s'installer au Haillan quand c'était une lointaine banlieue, une zone agricole.. (L'adjoint aux finances appelle cela le "syndrome rétais")

La remise à plat du système fiscal français (direct et indirect) que nous souhaitons aura pour conséquence immédiate une remise en cause du système capitaliste que nous combattons.

N'ayant pas voté le budget (cf. Le Trublion n° 24 de janvier 2010) **l'élu NPA s'est donc logiquement abstenu lors de cette délibération.**

Le reste des points à l'ordre du jour de ce conseil municipal concernait des délibérations légales obligatoires toutes votées à **L'UNANIMITE** ■

La rafle des sans-papiers

Mardi 16 mars, au petit matin, en plein cœur de Bordeaux, cours de la Marne. Ils ont frappé, ils sont entrés et ont embarqué Joao. Devant sa compagne Lidia, devant les deux enfants, Eloïm, 6 ans et Ebelezer 3ans.

Ils ont transféré Joao au centre de rétention de Toulouse. Ils voulaient exécuter une Obligation à Quitter le Territoire Français, jugement rendu par le Tribunal administratif de Bordeaux, confirmé par un arrêt de la Cour administrative.

La préfecture de Gironde n'hésite pas à séparer un père de ses enfants et de leur mère. Eux, ils ne peuvent être expulsés, Lidia a une carte de résident de 10 ans.

Le jeudi 18 mars, un juge des libertés et de la détention a libéré Joao mais l'a assigné à résidence. Les autorités détiennent son passeport en cours de validité, il est donc expulsable à tout moment, dès qu'un billet d'avion sera pris.

Ils sont des dizaines de milliers chaque année à être expulsés et bien plus encore à vivre dans la trouille de se faire prendre par la loi du chiffre d'Eric Besson, Ministre de l'Iniquité, de l'Indignité et de la Trahison Nationale. Ces hommes et ces femmes demandent simplement des papiers en règles pour continuer à exercer leur emploi, à élever leur famille sur le territoire français.

Le **NPA** appelle chacun à se mobiliser pour soutenir les sans-papiers et s'opposer à leur expulsion.

Il y a urgence !

Pour contacter RESF 33 : resf33@laposte.net

Pour contacter les militant(e)s du NPA sur le Haillan, rien de plus simple :

- **Par courrier :**
31 rue du Hapchot 33185 LE HAILLAN
- **Par téléphone :**
Philippe ROUZÉ au 05 56 28 40 89
Jean-Louis DANFLOUS au 05 56 57 81 97
- **Par mail :** npa.lehaillan@laposte.net
- **Sur notre site :** <http://npalehaillan.org/>

Transports en commun, l'envers du décor !

La mise en place du nouveau réseau de transport en commun est désormais effective sur toute la Communauté Urbaine de Bordeaux (depuis le 22 février 2010).

De nouvelles terminologies sont utilisées, sûrement pour faire moderne et donner l'impression de changement.

Les lignes directes entre la banlieue et Bordeaux centre sont désormais des "lianes" avec l'ambition d'être aussi efficaces que le Tram alors même que les zones réservées aux bus ne sont pas véritablement développées...

Des lignes transversales (de banlieue à banlieue) se développent sous le nom de "corols".

Reste que tout ce changement n'est pas forcément négatif pour l'usager puisqu'il y a plus de bus en circulation, que le retour en soirée est désormais possible (jusqu'à 0 h 25 dernier départ des Quinconces en direction de Saint Médard via Le Haillan en semaine alors que par le passé, le dernier bus partait à 21 h 10), que des vélos sont mis à disposition (25€ par an).

Quelques problèmes subsistent qui montrent bien la perversité du système dans lequel nous vivons.

La CUB délègue le service public de transport en commun à "Kéolis", filiale de la SNCF. Celle-ci reprend le réseau précédemment géré par "Véolia Transports" filiale d'un marchand d'eau avec la promesse d'améliorer l'offre aux usagers des transports.

Pour cela il faut de nouveaux bus... pas de problème, Kéolis crée une filiale qui va les acquérir et lui louer ; créant ainsi une source de profit interne ainsi qu'un écran car la CUB dispose d'un accès aux comptes de TBC, mais pas à ceux des filiales de Kéolis : écran de fumée.

Des bus c'est bien, mais il faut du personnel pour les conduire... pas de problème, la filiale de Kéolis va les embaucher (souvent par l'intermédiaire de sociétés de travail temporaire, encore un intermédiaire rémunéré) et les mettre à disposition de TBC. Le hic dans l'histoire, c'est que ce personnel qui fait le même boulot que celui de TBC n'a pas le même statut, n'a pas la même rémunération, n'est pas soumis à la même convention collective... en créant un statut inférieur, TBC fait des économies sur le dos des salariés tout en créant des divisions dans son personnel.

Ce personnel mis à disposition de TBC est facturé par Kéolis. L'accès aux chiffres par la CUB s'arrête au premier niveau sans que nous puissions savoir quel montage financier est fait. Nous pensons bien que les actionnaires de Kéolis en sont les heureux bénéficiaires.

Ainsi quand nous payons un ticket de transport en commun, nous payons à TBC, qui en reverse une partie à Kéolis, qui paye la société d'intérim avant de rémunérer ses actionnaires. Il serait temps de cesser de payer tous ces improductifs. Pour cela, il n'existe qu'une seule solution : la gestion directe par une régie communautaire de transports en commun ■

Poisson d'avril !

30% des dirigeants d'entreprises n'envisagent pas d'augmenter les salaires en 2010 ; 64% d'entre eux tablent sur une augmentation égale à l'inflation (+1,3% sur un an selon l'INSEE).

Les retraites vont être augmentées de 0,9% au 1^{er} avril (ou vous avez bien lu zéro virgule neuf, c'est la virgule qui est importante).

Pendant ce temps, le prix du gaz va subir un coup de pouce de 9,7% (toujours au 1^{er} avril).



Il faut bien reconnaître avec l'INSEE que les prix des caméscopes ont diminués (-18,6%), comme ceux des téléviseurs, des instruments d'optique... et aussi sûrement les arbalètes et les bilboquets.

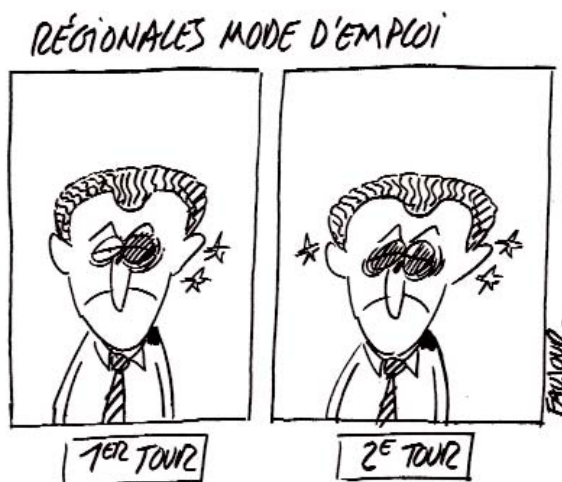
Mais le gaz, l'eau (+6,7%) sont des biens communs nécessaires à tout le monde alors que nous en laissons la gestion, la distribution à des sociétés privées au bénéfice de leurs actionnaires.

Un exemple des méfaits de ce système capitaliste qui ne peut que renforcer notre détermination à le combattre ■

On a voté au Haillan pour les Régionales !

L'examen des résultats nous permet d'émettre quelques remarques :

- Tout d'abord le résultat de la liste présentée par le NPA est décevant mais conforme au résultat national. Sûrement une conséquence du peu de lisibilité des différents programmes présentés par les listes de gauche, de la division de la gauche anticapitaliste mais aussi du fort taux d'abstention. Ne cherchons pas ailleurs les raisons de cet échec, ceci nous incombe et nous devons poursuivre (affiner) notre travail d'explication de ce que sont, pour nous, les tâches des anticapitalistes dans le pays, la région, le département et la commune.
- Le premier point de satisfaction est la déculottée infligée aux amis de Sarko. 20% au premier tour sur la commune, c'est sans appel ! Les représentants locaux de l'UMP & Co vont devoir se démarquer de la politique gouvernementale.
- L'autre satisfaction est le bon report des voix de gauche au second tour. Si l'on ajoute les voix d'Europe écologie (De Marco), du Front de Gauche (Boulangier), de LO (Malaty), du PS (Rousset) et du NPA (Poutou) nous obtenons un total de 2077 voix (64,72% des suffrages exprimés). Au second tour, Rousset obtient 2140 voix (64,17%).



Ces chiffres sont spécifiques au Haillan et ne valent que pour le Haillan (nous sommes satisfaits par ailleurs des résultats nationaux) et doivent nous encourager pour ancrer bien à Gauche nos activités communales ■

Le saviez-vous ?

En partant à 60 ans un homme peut profiter en moyenne pleinement de sa retraite en bonne santé durant 3,1 ans et une femme 4,2 ans c'est donc trop pour monsieur Sarkozy et ses amis.

La France a une démographie unique en Europe : 2,02 enfants par femme alors que les autres états "peinent" à dépasser un enfant par femme ! On n'hésite pourtant pas à nous comparer à nos voisins dans une toute autre situation démographique catastrophique pour essayer de justifier la perte des acquis sociaux projetée.

Actuellement six salariés sur dix ont arrêté le travail avant de faire valoir leurs droits à la retraite ! Combien de seniors devraient attendre leur départ en étant au chômage ?

La principale cause du déficit actuel des caisses de retraite est liée à la crise conjoncturelle du capitalisme de 2009. Les spéculateurs ne devraient-ils pas mettre la main à la poche ?

Les Français, dans leur écrasante majorité, souhaitent le maintien de l'âge actuel de départ à la retraite.

L'augmentation catastrophique actuelle du chômage ne peut qu'être confortée par le départ différé des retraités qui

auraient dégagé de nouveaux emplois.

Travailler plus longtemps pour que quelques nantis ne mettent pas la main à la poche ?

Tel est l'enjeu de l'offensive de la droite française et de ses alliés réformistes : un nouveau champ de refus de partage de la richesse produite, pour une nouvelle "sous-identité sociale". Comme dans bien d'autres domaines hélas, les salariés, sur les questions de retraite partageraient les "déficits" et les spéculateurs-patrons les profits générés par leur exploitation.

Les entreprises ferment souvent suite au transfert vers la financiarisation des capitaux provenant de l'exploitation de générations de salariés. Taxer ces énormes richesses de façon mineure permettrait de résoudre ce déficit, d'ailleurs en grande partie conjoncturel. Le départ des retraités issus du baby-boom ne sera pas éternel.

Faisons pression sur les centrales syndicales, ce n'est pas un baroud d'honneur qu'il faut préparer mais un grand mouvement social à la hauteur de cet enjeu majeur : l'avenir de toutes les générations ■

